



Répartition des postes dans les lycées

« on vous entend » qu'ils disent...

Ouverture des réunions avec les syndicats sur la Grille d'Attribution des Moyens Humains dans les lycées

(GAMH = le nombre de postes ouverts par établissement).

Face aux nombreuses non-réponses, la CGT interroge : Y a-t-il une réelle volonté de dialogue, ou les décisions sont-elles déjà prises ?

L'objectif de la Région est-il d'abord de répondre aux besoins des établissements en sous-effectifs et aux agents en souffrance ou alors d'entériner sans l'avouer la baisse des effectifs ?

Où est la transparence?

La CGT demande :

GAMH

Un état des lieux par lycée : les organigrammes actualisés, les surfaces (extérieures et salles de sport compris), l'effectif global de chaque établissement (personnels et élèves), et pour la restauration le nombre de repas journaliers par établissement (indiquant le nombre de demi- pensionnaires et d'internes)

Pourquoi est-ce un problème de transmettre ces documents ?

Quand c'est flou, C'est qu'il y a un loup!

Tabou sur les effectifs

<u>Retraites</u>: prévision de + de 700 départs à la retraite d'ici 2025, quelle anticipation ? Déprécarisation : pour la région, « ce n'est pas le sujet » pourtant : 550 agents titulaires en moins en 6 ans dans les lycées sous la présidence de Xavier BERTRAND!!

La polyvalence pour combler le manque?

Oui à la polyvalence solidarité entre collègues dans un même établissement, **non** à l'augmentation de la charge de travail induite par les suppressions de postes et non à la suppression des spécialités et à la mutualisation des effectifs entre établissements.

Non au passage en force!

Des consignes déjà appliquées, de ce fait beaucoup de postes non publiés à la bourse à l'emploi malgré nos nombreuses alertes et interventions. La CGT demande l'ouverture <u>immédiate</u> des postes et reste vigilante face à une volonté de passage en force

Accueil, entretien, hébergement, maintenance = 60 % des agents régionaux. Et on voudrait tout traiter en 4 réunions de 2h ?! La CGT n'accepte pas de travailler sans les documents indispensables à la discussion !

Nous déplorons l'empressement du DGA lycée de vouloir clôturer ce dossier qui est pourtant si important pour le service public régional et qui concerne le travail d'environ 5000 agents.

Comment continuer à exercer sereinement nos missions de service public pour la communauté éducative dans ce contexte de dialogue social bafoué ?!

Et ce n'est que le début, chapitre 1 !!

